



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-42 - Séance du 24/09/2020

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

4.1.6. Délibérations relatives aux personnels titulaires ou stagiaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 24 septembre à 9h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 21/09/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 21/09/2020.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

Absent représenté :

Alain SOULIER représenté par Christiane GAUBERT

Absent excusé :

Jean-Luc MEISSONNIER ;

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-42 – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CCAS AU SEIN DU COMITE TECHNIQUE ET DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Sur le rapport de Marie-France TEXIER,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu la délibération 2018-42, relatives aux élections professionnelles, fixant le nombre de représentant du personnel et de l'administration au sein du Comité Technique ;

Vu la délibération 2018-43, relatives aux élections professionnelles, fixant le nombre de représentant du personnel et de l'administration au sein du Comité Technique et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,

Dans le cadre des élections municipales du 15 mars 2020, un nouveau conseil municipal a été installé dans lequel a été désigné des nouveaux membres du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, représentant l'administration.

Le Président de ces deux instances est désigné parmi les membres de l'organe délibérant de la collectivité.

Les membres représentant la collectivité sont désignés par le maire parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Leur mandat est de 6 ans. Il expire en même temps que leur mandat ou fonction.

La composition des membres du CT et du CHSCT pour la collectivité est la suivante :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Luc MEISSONNIER - Président	Séverine MONIN
Elisabeth MAZOLLIER	Marie-Thérèse AMALVY
Philippe MARTY	Christophe KASZUBA
Julie LUDGER	Valérie DAGUZE

Il est proposé au conseil d'administration de délibérer sur la nomination de madame Marie Thérèse AMALY, vice-présidente, pour représenter le CCAS et l'EHPAD au sein du CT et du CHSCT.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration **APPROUVE** la nomination de madame Marie Thérèse AMALY, vice-présidente, pour représenter le CCAS et l'EHPAD au sein du CT et du CHSCT.

Pour extrait conforme,

Le 24/09/2020

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

